DENIS KARAGODINE AUX TROUSSES DES TUEURS DE SON AÏEUL

Par VERONIKA DORMAN

e 1er décembre 1937, le paysan Stepan Karagodine, né en 1881, est arrêté par le NKVD (ancêtre du KGB) de Tomsk, en Sibérie occidentale, et condamné à mort en tant qu'espion militaire japonais et organisateur d'un groupe d'agents-saboteurs. Il est fusillé le 21 janvier 1938. Sa femme et ses enfants n'ont jamais connu sa destinée jusqu'à la réception d'un certificat de réhabilitation en 1955, indiquant que Karagodine était «décédé en détention».

Le 31 mai 2012, Denis Karagodine, né en 1982 et diplômé de philosophie politique, est allé dans les locaux du FSB (ex-KGB) de Tomsk pour exiger l'ouverture d'une enquête : «Il y a eu un meurtre. Les coupables ontils été inculpés? Où est le corps? La victime a-t-elle été torturée?» a-t-il interpellé le commandant. Pris au dépourvu, ce dernier lui a recommandé de rédiger une requête. C'est ainsi qu'a débuté la longue expédition de Denis Karagodine à travers les méandres des archives du NKVD, dont la plupart n'ont jamais été rendues publiques. L'objectif du chercheur était de reconstituer la chaîne de commandement. en retrouvant tous ceux qui ont été impliqués dans la liquidation de son arrière-grand-père Stepan Karagodine durant la Grande Terreur de 1937-1938, depuis ses initiateurs au Kremlin, Staline et Ejov, jusqu'aux simples exécutants à Tomsk, chauffeurs de fourgonnettes et dac tylos du NKVD compris. Et de les traduire en justice.

JUGEMENT EXPÉDITIF

En prenant pour point de départ une histoire familiale, privée, pensant avoir affaire à un dossier «local», Denis Karagodine révèle les rouages de la Grande Terreur staliL'enquête sur l'exécution arbitraire de Stepan Karagodine en 1938, pendant la Grande Terreur, vient de s'achever. Son arrière-petit-fils, qui a identifié les criminels, réclame justice, un projet quasi impossible dans un pays où les autorités entretiennent l'orgueil national au détriment du repentir collectif.

RÉCIT

nienne, un rouleau compresseur qui a broyé des millions de vies à travers toute l'Union sovié-

tique. Durant seize terribles. mois d'août 1937 à novembre 1938, plus de 750 000 personnes ont été exécutées après avoir été condamnées à mort par des tribunaux d'exception à l'issue d'un jugement aussi expéditif que parodique. Des centaines de milliers ont été

envoyées au goulag, souvent pour y mourir. La Grande Terreur, ce ne sont pas seulement les très médiatisés «procès de Moscou» contre la vieille garde bolchevique, les procès publics, par centaines, de dirigeants

communistes locaux, ou encore les
purges des élites
politiques, économiques et militaires. C'est aussi et
surtout une campagne d'extermination menée contre
la société tout
entière, décidée et
planifiée au plus
haut niveau par
Staline et son
Polithuro



tion» (partielle) du système qui prit entre autres la forme d'une réhabilitation des victimes des répressions. Mais l'information délivrée à ce moment-là aux familles était incomplète et souvent fausse. «Aux demandes faites par les citoyens concernant le sort de leurs proches condamnés à la peine de mort par une juridiction spéciale, le département de district du KGB est habilité à répondre que X ou Y a été condamné à dix ans et est décédé en camp de travail», stipule une directive secrète du KGB (1955). Et c'est précisément ce qu'indique le document reçu par la famille de Stepan Karagodine.

«J'ai fouillé partout, épluché les archives du FSB de Tomsk, d'Omsk, de Moscou; les archives politiques du Parti communiste; les musées scolaires...» explique Denis Karagodine. A force de ténacité, en profitant aussi bien des failles du système que d'une expertise qu'il acquiert rapidement, l'enquêteur autodidacte parvient à obtenir des documents rares, dont l'existence était parfois ignorée des historiens et souvent niée par les services

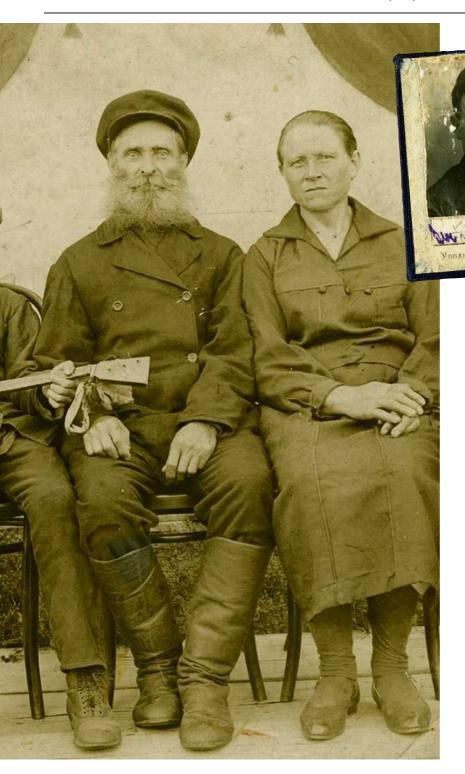
TCHÉKISTES

Son enquête s'achève le 12 novembre 2016, lorsqu'il finit par obtenir la copie de l'acte d'exécution de la peine capitale de trentesix personnes le 21 janvier 1938, parmi lesquelles son arrière-grandpère. En tout, soixante-quatre ont été abattues ce jour-là à Tomsk par une troïka d'agents du NKVD, qui ont paraphé l'acte. «Je les avais déjà identifiés comme principaux suspects, et j'ai fini par avoir la preuve que ce sont eux les assassins», jubile Denis Karagodine. Nikolaï Zyrianov (photo ci-dessus), chef adjoint de la prison de Tomsk. Sergeï Denisov, commandant de la cellule mu-

nicipale du NKVD, et Ekaterina Noskova, inspectrice du 8º département de la cellule municipale du NKVD.

Tous les documents, ainsi qu'un grand nombre de photos d'archives (1), sont publiés sur un blog qui retrace l'épique enquête depuis le premier jour. Alexandre Soljenitsyne avait reçu une avalanche de témoignages après la sortie d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, premier texte littéraire racontant le gou-





lag (1962). De même, la messagerie de Denis Karagodine est prise d'assaut, avec «un message toutes les quinze secondes». Jusqu'à cette lettre pleine d'émotion de Ioulia, la petitefille de Nikolaï Zyrianov, l'un des trois tchékistes qui ont appuyé sur la gâchette le jour de l'exécution de Stepan Karagodine. Elle connaissait l'histoire de son autre aïeul, arrêté et exécuté en 1937-38. Mais grâce à l'enquête de Denis Karagodine, elle a découvert que son grand-père était

«Maintenant on sait que dans la même famille il y a des victimes et des bourreaux... Merci et pardonnez-moi!»

Ioulia Zyrianov petite-fille d'un bourreau à Karagodine un agent du NKVD. «Maintenant, on sait que dans la même famille il y a des victimes et des bourreaux... Grâce à des gens comme vous surgit l'espoir que la société finira par se dégriser. Merci pour le travail immense que vous avez accompli, pour cette vérité, aussi douloureuse soit-elle. Merci et pardonnez-moi!»

Tout en célébrant cet *«acte d'acceptation et de réconciliation civique»*, Denis Karagodine insiste qu'il n'est pas tant mû par un devoir de méPHOTOS COURTESY DENIS KARAGODINE

moire que par celui d'une justice | contenan qui doit être faite, même post mor- nelles de 4

Ci-dessus: la carte professionnelle de 1938 de Nikolaï Zyrianov, le «bourreau» du NKVD (ancêtre du KGB) de Tomsk. A gauche: Stepan Karagodine, entouré de son fils Lev (le grand-père de Denis) et de sa femme, Anna,

EBHS Bahs

qui doit être faite, même post mortem. «Avec ce que j'ai découvert, je n'ai pas le choix, ce serait criminel de ne pas porter plainte afin de donner un dénouement logique à ce qui doit avoir une fin», confie-t-il avant de se défendre: «Je ne suis pas une ONG, ie ne veux pas recueillir les histoires des autres, ce n'est pas mon travail. Mais tout doit être appelé par son nom: les tueurs sont des tueurs, les bourreaux des bourreaux, les complices des complices, et les victimes des victimes. Et pas dans un sens abstrait, théorique et hypothétique, mais très concret.» Si le régime exterminait de manière systématique se réclamant d'une perverse légalité, c'est aussi devant la loi que son héritier, le pouvoir actuel, doit rendre des comptes

autour de 1930.

Durant la pérestroïka et à la chute de l'URSS, dans les années 80 et 90. le travail de mémoire et la réflexion sur la Grande Terreur soviétique, bien qu'objet d'un engouement populaire, était surtout l'apanage d'ONG telles que Memorial. Après des décennies de censure et de mensonge, il s'agissait pour les militants et les historiens de jeter une lumière de vérité sur les crimes du communisme. Au tournant du millénaire, l'intérêt du public pour le passé totalitaire était sensiblement retombé. Aujourd'hui, Karagodine est le symptôme abouti d'une tendance mémorielle qui s'esquisse déjà depuis plusieurs années en Russie: la réappropriation de l'histoire, et notamment de ses pages sombres, à travers l'histoire familiale. «Dans ce contexte, la déstalinisation peut devenir l'affaire personnelle de centaines de milliers de citoyens», note l'historien Ivan Kourilla dans une analyse sur le site Republic.ru.

Concomitamment, l'association Memorial vient de publier une base contenant les données personnelles de 41671 employés du NKVD entre 1935 et 1939, «Si on ne nomme pas les bourreaux, on a l'impression que les victimes de la Terreur sont mortes d'une catastrophe naturelle, comme si c'était inévitable et la faute de personne», commente Ian Ratchinsky, un des historiens de l'ONG.

сибирск

AUTOCÉLÉBRATION

Les Russes n'ont jamais eu de commission de réconciliation nationale, ni de «Nuremberg». Les victimes ont été parfois réhabilitées, mais les bourreaux n'ont jamais été vraiment désignés. Plus de vingt ans après la chute du régime communiste, la société russe ne parvient toujours pas à se mobiliser pour repenser son histoire en profondeur et de façon critique. Le discours officiel, tout à l'autocélébration, semble éloigner définitivement la possibilité d'un repentir collectif. Les crimes du régime sont évincés par la sublimation des épisodes nourrissant l'orgueil national, principalement la Seconde Guerre mondiale. L'image de Staline, le vainqueur du nazisme, le grand modernisateur, le «bon manager», est idéalisée; la dimension substantiellement répressive et criminelle de son régime est, elle, minorée, Dans sa dernière adresse au gouvernement, le 1er décembre, Vladimir Poutine a déclaré qu'il était «inadmissible de tirer les divisions, la rancune, les blessures, l'exacerbation du passé dans notre vie présente; [...] de spéculer sur les tragédies qui ont touché presque chaque famille en Russie, quel que soit le côté des barricades où se trouvaient les ancêtres à ce moment-là. Nous sommes un peuple uni, et nous n'avons qu'une seule Russie». En d'autres termes, oublions, au nom de l'unification nationale.

Retrouvez sur *Libération.fr* notre diaporama photo.